



**POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE DE
PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ET DE LA
VIE PRIVÉE**

2022

Approuvé par : Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Date d'approbation : 20 décembre 2022

Contact : Spécialiste en chef des questions relatives à la protection des données et de la vie privée
Chef du Service des affaires juridiques

Date d'entrée en vigueur : 31 décembre 2022

Date de révision : Au plus tard le 31 décembre 2027

Partie 1. Dispositions générales.....	4
(i) Objet.....	4
(ii) Portée.....	4
(iii) Raison d’être.....	4
(iv) Termes clés.....	5
Partie 2. Normes du HCR en matière de protection des données et de la vie privée.....	7
(i) Principes de protection des données et de la vie privée.....	7
(ii) Droits des personnes concernées.....	8
(iii) Normes opérationnelles.....	9
(iv) Exercice des droits de la personne concernée, réclamations et demandes de réexamen.....	10
Partie 3. Limitations et dérogations.....	12
Partie 4. Rôles, responsabilités et autorités.....	13
(i) Généralités.....	13
(ii) Responsables du traitement des données personnelles.....	13
(iii) Le Spécialiste en chef des questions relatives à la protection des données et à la vie privée (Chef DPD).....	13
(iv) Comité d'examen de la protection des données personnelles.....	13
Partie 5. Entrée en vigueur.....	15
(i) Pour les personnes relevant de la compétence du HCR.....	15
(ii) Pour les personnes concernées autres que les personnes relevant de la compétence du HCR.....	15
Partie 6. Dispositions finales.....	16
(i) Délégation du Haut Commissaire.....	16
(ii) Diffusion publique des décisions.....	16
(iii) Privilèges et immunités.....	16
(iv) Suivi et conformité.....	16

Ce document est destiné à une diffusion générale. Tous les droits sont réservés. Les reproductions et traductions sont autorisées, sauf à des fins commerciales, à condition que la source soit citée.

HCR, janvier 2023

Photo de première page de couverture : © UNHCR/Rafal Kostrzynski

Photo de quatrième page de couverture : © UNHCR/Gwenn Dubourthoumieu

Partie 1. Dispositions générales

(i) Objet

1. L'objet de la présente Politique générale sur la protection des données personnelles et de la vie privée (cette Politique) est de solidifier l'approche de longue date du HCR fondée sur les droits de l'homme en matière de protection des données et de la vie privée et de définir un cadre général permettant au HCR de traiter les données personnelles d'une manière conforme aux [Principes des Nations unies relatifs à la protection des données personnelles et de la vie privée](#), adoptés par le Comité de haut niveau des Nations unies sur la gestion (HLCM) le 11 octobre 2018.

2. Cette Politique établit un cadre unifié de protection des données et de la vie privée pour l'Organisation, allant au-delà des personnes relevant de la compétence du HCR et incluant des normes de protection des données et de la vie privée, les droits des personnes concernées, les rôles et responsabilités en matière de traitement des données personnelles, et les procédures d'exercice des droits des personnes concernées et de traitement des plaintes et des demandes de réparation par les personnes concernées.

(ii) Portée

3. Cette Politique s'applique au traitement des données personnelles (y compris les données pseudonymisées). Elle ne s'applique pas au traitement des données non personnelles (y compris les données anonymes).

4. Cette Politique s'applique au traitement des données personnelles par le HCR. Elle s'applique également au traitement des données personnelles pour le compte du HCR (par exemple par des tiers, des vendeurs ou des partenaires qui traitent des données personnelles selon les instructions du HCR) lorsque le HCR, seul ou conjointement avec d'autres, a un pouvoir de décision en ce qui concerne ce traitement. Cette Politique peut s'appliquer dans des situations où le HCR ne dispose pas d'un tel pouvoir de décision.

5. Le respect de cette Politique est obligatoire pour tout le personnel du HCR.¹ Veuillez-vous référer à la section 5 pour plus de détails sur l'entrée en vigueur progressive de cette Politique et aux paragraphes 44 à 46 pour plus de détails sur le partage avec, et le traitement par, des tiers.

6. Cette Politique est qualifiée de "générale" car elle établit un cadre général pour le traitement des données personnelles par le HCR, y compris des normes et des principes généraux en matière de protection des données et de la vie privée. Ces normes se fondent sur les principes de protection des données énoncés dans la [Politique relative à la protection des données personnelles des personnes relevant de la compétence du HCR](#).

7. En ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel des personnes relevant de la compétence du HCR, la [Politique relative à la protection des données à caractère personnel des personnes relevant de la compétence du HCR](#) reste en vigueur, conformément à la section 5.

(iii) Raison d'être

8. La protection des données est l'application systématique d'un ensemble de principes concernant le traitement des données personnelles, visant à protéger la vie privée des individus et à faire respecter leurs droits en tant que personnes concernées. Le droit à la vie privée² fait partie intégrante de la Charte internationale des droits de l'homme.

9. Dans l'exercice de son mandat de protection et d'assistance et de recherche de solutions pour les personnes relevant de sa compétence, le HCR traite les données personnelles de diverses catégories de personnes concernées. Ces catégories comprennent, avant tout, les personnes relevant de la compétence du HCR, mais aussi le personnel du HCR, les donateurs, les fournisseurs, le personnel des partenaires, les visiteurs et d'autres personnes. Le HCR est responsable du traitement de ces données personnelles.

10. Le HCR s'efforce de respecter les meilleures pratiques en matière de protection des données lorsqu'il traite des données personnelles, conformément à son rôle de partenaire ouvert sur l'extérieur, collaboratif et transparent - et donc responsable et digne de confiance. Le HCR s'efforce de créer un environnement qui permette la collecte,

¹ On entend par "personnel du HCR" les membres du personnel et le personnel affilié. Le personnel affilié du HCR est constitué de personnes qui ont une relation de travail avec le HCR, y compris les Volontaires des Nations Unies (VNU), les consultants individuels, les contractants individuels (y compris les contractants dans le cadre d'accords avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui

aux projets (UNOPS) ou une autre organisation partenaire affiliée), les boursiers et les employés détachés. HCR, [Instruction administrative sur la gestion du personnel affilié](#), UNHCR/AI/2020/7.

² Voir l'article 17, Assemblée générale des Nations unies, [Pacte international relatif aux droits civils et politiques](#), 16 décembre 1966, Nations unies, Recueil des Traités, vol. 999, p. 171.

l'utilisation et le partage de données personnelles sur la base de principes en application de son mandat.

11. Les activités principales du HCR consistent à fournir une protection et une assistance aux personnes relevant de sa compétence et à rechercher des solutions pour elles, dans le cadre d'un mandat fondé sur le droit international public, y compris les traités internationaux, les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies et les bons offices du Haut Commissaire. Le cadre établi par cette Politique reflète un équilibre entre le mandat et les fonctions du HCR et les droits et libertés fondamentaux des personnes concernées relativement au traitement de leurs données personnelles.

(iv) Termes clés

12. Aux fins de cette Politique, les définitions suivantes s'appliquent :

DONNÉES ANONYMES données ayant fait l'objet d'un processus technique de suppression ou de modification de tous les identifiants et codes personnels de telle sorte que les personnes concernées ne puissent être identifiées par aucun moyen raisonnablement susceptible d'être utilisé sur la base des données seules ou en combinaison avec d'autres données. C'est le résultat d'un processus spécifique au contexte par lequel ce processus technique est complété, si nécessaire, par d'autres mesures techniques, organisationnelles ou juridiques ou autrement par des engagements contraignants afin de rendre insignifiants les risques de ré-identification des personnes concernées.

PRISE DE DÉCISION AUTOMATISÉE le processus de prise de décision par le traitement de données personnelles par des moyens automatisés et sans contrôle ni intervention d'une personne.

CONSENTEMENT toute indication librement consentie, spécifique, éclairée et claire de l'accord de la personne concernée pour le traitement de ses données personnelles.

ANALYSE D'IMPACT RELATIVE À LA PROTECTION DES DONNÉES ET À LA VIE PRIVÉE (AIPD) outil et processus d'évaluation des risques, préjudices et avantages potentiels pour les personnes concernées liés au traitement de leurs données personnelles et

d'identification de mesures d'atténuation, le cas échéant.

PERSONNE CONCERNÉE personne dont les données personnelles font l'objet d'un traitement.

DONNÉES PERSONNELLES toute information relative à une personne identifiée ou identifiable.

VIOLATION DE DONNÉES PERSONNELLES une violation de la sécurité entraînant la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès accidentel ou illégitime à des données personnelles transmises, stockées ou traitées d'une autre manière.

PARTAGE DE DONNÉES PERSONNELLES tout acte de transfert, de diffusion, de divulgation, de fourniture d'accès ou de mise à disposition d'une autre manière de données personnelles en dehors du HCR.

TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES toute opération ou tout ensemble d'opérations (automatisées ou non) effectuées sur des données personnelles, y compris la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication, l'accès, le transfert, la diffusion, la fourniture d'un accès ou toute autre forme de mise à disposition, la correction ou la destruction.

DONNÉES PSEUDONOMYSEES données personnelles ayant fait l'objet d'une technique de renforcement de la protection de la vie privée, lorsque les données personnelles sont traitées de telle manière qu'elles ne peuvent plus être attribuées à une personne concernée spécifique sans l'utilisation d'informations supplémentaires, à condition que ces informations supplémentaires soient conservées séparément et fassent l'objet de mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité et la confidentialité des données.

DONNÉES PERSONNELLES SENSIBLES données personnelles qui touchent à la sphère la plus intime de la personne concernée ou qui se rapportent à ses caractéristiques immuables et qui, si elles sont utilisées de manière abusive ou font l'objet d'une violation, peuvent entraîner une discrimination ou un préjudice grave pour la personne concernée, ou des violations de ses droits fondamentaux.³

³ Cette Politique ne dresse pas une liste définitive des catégories de données personnelles sensibles. Compte tenu de la nature des activités et des fonctions du HCR dans le cadre de son mandat, la sensibilité des données personnelles peut être spécifique au contexte. Les données biométriques, les données relatives à la santé, les opinions politiques et les données personnelles relatives aux infractions, aux procédures pénales et aux condamnations

constituent des exemples de données personnelles sensibles, sans que cette liste soit exhaustive. Étant donné la position particulièrement vulnérable des personnes relevant de la compétence du HCR, la nature de leurs données personnelles est généralement sensible.

13. Les termes suivants se rapportent aux fonctions et entités clés du HCR en matière de protection des données personnelles:

RESPONSABLE DU TRAITEMENT membre du personnel du HCR qui a le pouvoir de décision sur le traitement des données personnelles par les opérations de pays, les bureaux régionaux et les entités du siège.

SPÉCIALISTE EN CHEF DES QUESTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES ET DE LA VIE PRIVÉE (CHEF DPD) le membre du personnel du HCR qui, de manière indépendante et impartiale, fournit un soutien d'expert et exerce des fonctions de conseil, de

suivi et de contrôle afin d'assurer le respect par le HCR de cette Politique et d'autres politiques et instructions administratives se rapportant au cadre de la protection des données et de la vie privée du HCR.

COMITÉ D'EXAMEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES comité établi pour agir de manière indépendante et impartiale afin de recevoir les demandes de réparation soumises par les personnes concernées et de remplir d'autres rôles et fonctions qui lui sont attribués par le Haut Commissaire.

14. Les rôles, responsabilités et autorités de ces fonctions et entités sont décrits dans la section 4 et l'annexe 2.

Partie 2. Normes du HCR en matière de protection des données et de la vie privée

15. Les normes du HCR en matière de protection des données et de la vie privée sont constituées : (i) d'un ensemble de principes relatifs à la protection des données et de la vie privée ; (ii) les droits des personnes concernées ; (iii) un ensemble de normes opérationnelles à appliquer lors du traitement et du partage des données personnelles; et (iv) les processus de traitement des demandes d'exercice des droits des personnes concernées et des réclamations et demandes de réparation présentées par les personnes concernées.

16. Ces normes sont des normes minimales qui s'appliquent à tous les traitements de données à caractère personnel effectués par ou pour le compte du HCR, sous réserve de limitations ou de dérogations autorisées. Elles peuvent être mises en œuvre par le biais de textes administratifs spécifiques au contexte et/ou d'autres documents d'orientation du HCR ("instruments de mise en œuvre") qui concrétisent les normes de protection des données et de la vie privée pour des activités, opérations et processus particuliers du HCR. Le cas échéant, un instrument de mise en œuvre peut établir des normes plus strictes et plus protectrices en matière de protection des données et de la vie privée.

(i) Principes de protection des données et de la vie privée

17. Le HCR traite les données personnelles de manière non discriminatoire, en tenant compte de l'âge, du sexe et de la diversité, en prenant dûment en considération les libertés et droits fondamentaux des personnes concernées, y compris le droit au respect de la vie privée, et conformément aux principes énoncés aux paragraphes 18 à 28.

Traitement juste et légitime

18. Le HCR traite les données personnelles de manière juste et uniquement sur la base d'un ou de plusieurs des fondements légitimes suivants :

- (a) le traitement est effectué avec le consentement de la personne concernée ;
- (b) le traitement est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat avec la personne concernée ;
- (c) le traitement est essentiel à la protection des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre

personne, ou de son intérêt supérieur si celle-ci est un(e) enfant ;

(d) le traitement est nécessaire pour permettre au HCR d'effectuer des enquêtes ou d'établir, d'exercer ou de défendre de droits en justice ;

(e) le traitement est nécessaire à ou permet autrement l'exécution du mandat du HCR ou l'exercice de ses fonctions :

(i) en vertu de la Charte des Nations unies, du Statut du HCR ou des résolutions adoptées par l'Assemblée générale ou par d'autres organes des Nations unies ;

(ii) comme le prévoient le Statut et le Règlement du personnel ou le Règlement financier et les règles de gestion financière ou tout autre texte administratif adopté par le HCR ou les Nations Unies ; ou

(iii) comme le prévoit le droit international public.

(f) le traitement est nécessaire pour répondre à un intérêt légitime supérieur du HCR dans le traitement des données personnelles.

Spécification des finalités

19. Le HCR traite les données personnelles uniquement pour des finalités spécifiées compatibles avec son mandat et ses fonctions. Le HCR ne doit pas ultérieurement traiter ces données de manière incompatible avec ces finalités spécifiées.

20. Les finalités compatibles comprennent le traitement :

(a) dans le but d'archiver des données personnelles pour leur valeur administrative, fiscale, juridique ou historique ;

(b) à des fins de recherche statistique ou scientifique ;

(c) pour l'obligation de rendre compte des actions du HCR ; ou

(d) lorsqu'il est nécessaire de fournir une protection et une assistance à long terme et de rechercher des solutions pour les personnes relevant de la compétence du HCR, conformément aux règlements, règles, politiques, instructions administratives et autres instruments pertinents établis ou adoptés par le HCR ou les Nations unies.

Proportionnalité et nécessité (minimisation des données)

21. Le HCR traite les données personnelles de manière adéquate, pertinente et limitée à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles ces données personnelles sont traitées.

Limitation de la conservation

22. Le HCR ne conserve les données personnelles que pendant la période nécessaire aux finalités pour lesquelles ces données sont traitées.

23. Les données personnelles peuvent être conservées pendant une période plus longue :

- (a) à des fins d'archivage pour leur valeur administrative, fiscale, juridique et historique ;
- (b) à des fins statistiques ou de recherche scientifique ;
- (c) pour l'obligation de rendre compte des actions du HCR ; ou
- (d) lorsqu'il est nécessaire de fournir une protection et une assistance à long terme et de rechercher des solutions pour les personnes relevant de la compétence du HCR, conformément aux règlements, règles, politiques, instructions administratives et autres instruments pertinents établis ou adoptés par le HCR ou les Nations unies.



Exactitude

24. Le HCR doit prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que les données personnelles sont exactes et, si nécessaire, mises à jour de manière à répondre aux finalités pour lesquelles elles sont traitées.⁴

Confidentialité

25. Le HCR traite les données personnelles dans le respect de la confidentialité, conformément aux règlements, règles, politiques, instructions administratives et autres instruments pertinents établis ou adoptés par le HCR ou les Nations unies.

Sécurité

26. Le HCR applique des garanties et des procédures organisationnelles, administratives, physiques et techniques adéquates pour assurer la sécurité des données personnelles, notamment contre l'accès et le traitement non autorisés et contre la perte,

la modification, l'endommagement ou la destruction accidentels.

Transparence

27. Le HCR traite les données personnelles de manière transparente pour les personnes concernées. Cela inclut la fourniture d'informations, le cas échéant, d'une manière et dans une langue compréhensible pour les personnes concernées, sur le traitement de leurs données personnelles, conformément aux paragraphes 30 et 31.

Responsabilité

28. Le HCR établit la responsabilité du respect de cette Politique par le biais des mécanismes décrits dans la section 4 et les rôles, responsabilités et autorités définis pour la mise en œuvre dans l'annexe 2.

(ii) Droits des personnes concernées

29. Une personne concernée dispose des droits énoncés aux paragraphes 30 à 35 lorsque le HCR traite ses données personnelles, y compris le traitement effectué par un tiers pour le compte du HCR.

Informations

30. Une personne concernée a le droit d'être informée du traitement, au moment de la collecte de ses données personnelles, y compris :

- (a) les catégories de données personnelles traitées et les finalités du traitement ;
- (b) la base légitime du traitement, le cas échéant ;
- (c) la durée de conservation prévue ;
- (d) lorsque leurs données personnelles seront partagées avec des tiers, ces tiers ou catégories de tiers ;
- (e) leurs droits en tant que personnes concernées et la manière de les exercer ;
- (f) si le traitement implique une prise de décision automatisée qui les affecte de manière significative (voir les paragraphes 41 et 42) ;
- (g) les coordonnées du Responsable du traitement des données personnelles et les modalités d'accès aux procédures appropriées pour l'exercice des droits des personnes concernées et pour les réclamations et demandes de réparation.

31. Lorsqu'il n'est pas possible de fournir aux personnes concernées toutes les informations requises au premier point de collecte des données (par exemple en raison de contraintes opérationnelles ou de

⁴ Le principe d'exactitude est sans préjudice de l'obligation des membres du personnel de fournir des données personnelles exactes

en vertu du statut et du règlement du personnel et des textes administratifs pertinents.

sécurité), le HCR doit fournir ces informations à la prochaine occasion pratique.

[Accès](#)

32. Une personne concernée a le droit d'accéder à ses données personnelles.

[Rectification](#)

33. La Une personne concernée a le droit d'obtenir que ses données personnelles inexactes ou incomplètes soient rectifiées ou complétées.

[Suppression](#)

34. Une personne concernée a le droit de faire effacer ses données personnelles lorsqu'il n'existe pas de base légitime pour le traitement ou lorsque les données personnelles ne sont plus nécessaires pour les finalités déterminées ou compatibles pour lesquelles elles ont été collectées, à moins qu'il existe des motifs de conservation conformément aux paragraphes 22 et 23.

[Objection](#)

35. Une personne concernée a le droit de s'opposer au traitement de ses données personnelles, à tout moment du traitement, pour des motifs légitimes tenant à sa situation particulière.



[\(iii\) Normes opérationnelles](#)

[Protection des données et de la vie privée dès la conception et par défaut](#)

36. Le HCR tient compte des principes de protection des données et de la vie privée, ainsi que des droits des personnes concernées, lors de l'élaboration d'outils, de systèmes ou de processus qui impliquent le traitement de données personnelles ou ont des incidences sur la vie privée, depuis leur conception jusqu'à leur déploiement, utilisation, entretien et élimination finale.

Le HCR tient dûment compte des technologies disponibles, des ressources et des coûts de mise en œuvre, ainsi que de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement.

[Analyse d'impact relative à la protection des données et la vie privée](#)

37. Le HCR procède à une analyse de l'impact relative à la protection des données et de la vie privée (AIPD) pour les activités de traitement de données personnelles susceptibles d'entraîner des risques élevés pour les droits et libertés fondamentaux des personnes concernées, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement.

38. Une AIPD est recommandée pour les activités de traitement de données personnelles qui n'atteignent pas le seuil de risque élevé visé au paragraphe 37, mais pour lesquelles une évaluation des risques ou une autre procédure de diligence est nécessaire, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement.

39. Une AIPD précisera les risques et l'impact anticipés du traitement sur les personnes concernées, évaluera les mesures de conformité avec les normes du HCR en matière de protection des données et de la vie privée, et identifiera les mesures d'atténuation et les recommandations qui seront prises en compte et reconnues avant de déterminer un plan d'action approprié.

[Notifications de violations de données personnelles](#)

40. Le HCR notifie aux personnes concernées, dans les meilleurs délais, toute violation de leurs données personnelles et les mesures mises en œuvre pour atténuer le préjudice lorsque cette violation est susceptible d'entraîner des risques élevés pour la sécurité, les droits et les libertés de la personne concernée.

[Prise de décision automatisée](#)

41. Le HCR ne soumet pas les personnes concernées à une prise de décision automatisée lorsqu'une décision produit des effets juridiques négatifs ou d'autres effets négatifs importants sur les intérêts de la personne concernée, sauf si cette décision automatisée est prise :

- (a) avec le consentement de la personne concernée ; ou
- (b) nécessaires à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat entre la personne concernée et le HCR ; ou
- (c) explicitement autorisé par une résolution adoptée par l'Assemblée générale ou d'autres organes des Nations unies, ou par tout règlement, toute règle, toute

politique ou tout autre document administratif adopté par le HCR ou les Nations unies.

42. Le HCR prend les mesures appropriées pour identifier et évaluer les risques, préjudices et avantages potentiels de la prise de décision automatisée et pour prévenir ou atténuer tout risque ou inconvénient identifié pour les personnes concernées.

Traitement des données personnelles sensibles

43. Le HCR applique des garanties supplémentaires pour le traitement des données personnelles sensibles, qui nécessitent une protection renforcée des données compte tenu du risque élevé que présente leur traitement. Les garanties supplémentaires peuvent inclure la réalisation d'une AIPD, l'imposition de restrictions sur le traitement ainsi que la mise en place de mesures techniques et organisationnelles renforcées pour le traitement des données personnelles sensibles.

Partage avec, et traitement par des tiers

44. Les données personnelles peuvent être partagées avec des tiers sur la base d'accords qui offrent un niveau de protection adéquat des données personnelles, conformément aux principes de protection des données et de la vie privée de cette Politique et en tenant dûment compte des droits des personnes concernées et des normes opérationnelles énoncées aux paragraphes 36 à 43.

45. En outre, lorsqu'un tiers (un "sous-traitant") traite des données personnelles pour le compte du HCR, le HCR met en œuvre des dispositions appropriées avec le tiers afin de garantir que les données personnelles ne sont traitées que conformément aux instructions du HCR.

46. Les dispositions visées aux paragraphes 44 et 45 peuvent être mises en œuvre par le biais d'un accord ou par d'autres moyens raisonnables.

(iv) Exercice des droits de la personne concernée, réclamations et demandes de réexamen

47. Une personne concernée peut exercer ses droits, porter plainte concernant le traitement de ses données personnelles par le HCR et, si elle n'est pas

satisfaite de la réponse du HCR à sa plainte, demander réparation, comme indiqué dans la section 2(iv).⁵

Exercice des droits de la personne concernée

48. Le HCR accèdera à la demande d'une personne concernée d'exercer un droit énuméré dans la section 2(ii), lorsque les éléments dudit droit pertinent de la personne concernée sont établis. Le Responsable du traitement met en place des procédures pour pouvoir recevoir, enregistrer et répondre à ces demandes.

49. Le HCR peut refuser, en tout ou en partie, une demande d'exercice d'un droit de la part d'une personne concernée lorsque :

- (a) la demande est manifestement infondée, abusive, frauduleuse ou entrave la finalité du traitement, ou ;
- (b) le refus serait une mesure nécessaire et proportionnée pour sauvegarder :
 - (i) la sûreté et la sécurité du HCR, de son personnel ou d'autres personnes ou groupes de personnes ;
 - (ii) les obligations de confidentialité du HCR ;
 - (iii) les besoins et priorités opérationnels primordiaux du HCR dans l'exercice de son mandat et de ses fonctions ;
 - (iv) les droits et libertés primordiaux des personnes concernées, d'autres individus ou groupes d'individus ; ou
- (c) le contenu, l'utilisation ou les moyens de traitement des données personnelles ne relèvent pas de la compétence du HCR.⁶

50. Le refus d'une demande d'exercice d'un droit de la personne concernée est enregistré et communiqué par écrit à la personne concernée.

Réclamations

51. Une personne concernée peut adresser des réclamations relatives au traitement de ses données personnelles par le HCR (y compris des réclamations liées à l'exercice d'un droit de la personne concernée) au Responsable du traitement compétent, qui examinera la réclamation et répondra à la personne concernée.

52. Lorsque le Responsable du traitement estime qu'une plainte est fondée, le HCR prend des mesures et actions raisonnables et appropriées, conformément à cette Politique.

⁵ L'exercice des droits des personnes concernées et les plaintes et demandes de réparation des membres du personnel sont soumis à des règles supplémentaires et à des clarifications qui peuvent être énoncées de temps à autre dans des documents administratifs adoptés par le HCR ou applicables à celui-ci.

⁶ Par exemple, lorsque le contenu, l'utilisation ou les moyens de traitement des données personnelles sont directement déterminés

par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, la Cour internationale de justice ou par l'un de leurs organes subsidiaires, y compris les organes de sanction, les organes d'enquête, les mécanismes de responsabilisation et les tribunaux pénaux.

53. Le Responsable du traitement, individuellement ou conjointement avec d'autres Responsables du traitement, peut mettre en place des mécanismes pour recevoir les réclamations des personnes concernées et y répondre. Le Haut Commissaire peut également mettre en place des mécanismes à l'échelle de l'organisation, en plus de ceux décrits dans cette Politique, pour recevoir et répondre à ces réclamations. Ces mécanismes peuvent être exclusivement consacrés aux réclamations des personnes concernées ou être intégrés à d'autres mécanismes de réclamation ou de retour d'information mis en place par le HCR ou auxquels le HCR participe.

Demandes de réexamen

54. Lorsqu'une personne concernée n'est pas satisfaite de la réponse apportée à une réclamation (y compris en l'absence de réponse) par un Responsable du traitement, et lorsque cette réclamation porte sur un droit de la personne concernée énuméré dans la section 2(ii), la personne concernée peut introduire une demande de réexamen.

55. Le Comité d'examen de la protection des données personnelles examine si la demande de réparation est fondée et fait une recommandation au Haut Commissaire pour qu'il prenne une décision.

56. Le Haut Commissaire décide, après examen de la recommandation du Comité d'examen de la protection des données personnelles, d'accorder ou de rejeter une demande de réparation.

57. Lorsqu'une demande de réparation est acceptée, les réparations offertes à la personne concernée sont limitées à un ou plusieurs des éléments suivants :

- (a) la fourniture à la personne concernée d'informations relatives à un traitement spécifique de ses données personnelles, conformément au paragraphe 30 ;
- (b) la fourniture à la personne concernée d'une copie de ses données personnelles traitées ;
- (c) la rectification de ses données personnelles inexactes ou incomplètes ;

- (d) la suppression de ses données personnelles ;
- (e) la cessation ou la suspension temporaire du traitement de ses données personnelles ;
- (f) des excuses écrites à la personne concernée.

58. En aucun cas, le HCR ne sera tenu de verser une compensation financière ou de faire des annonces ou des déclarations publiques.

59. La décision prise par le Haut Commissaire est communiquée par écrit à la personne concernée.

60. Les décisions prises par le Haut Commissaire sur les demandes de réparation introduites par des personnes concernées qui sont :

- (a) membres du personnel du HCR, sont sans préjudice des droits dont ils peuvent se prévaloir en vertu de l'article XI du statut du personnel et le chapitre XI du règlement du personnel, lorsque cette décision constitue une décision administrative affectant négativement les droits du membre du personnel du HCR et qu'elle a des conséquences juridiques directes sur ses conditions d'emploi en tant que membre du personnel.
- (b) autrement parties à une relation contractuelle avec le HCR, sont sans préjudice des méthodes de résolution à l'amiable et de règlement des différends prévues au contrat concerné ;
- (c) ne sont pas membres du personnel et ne sont pas autrement parties à une relation contractuelle avec le HCR, sont sans préjudice des méthodes de résolution à l'amiable et de règlement des différends prévue dans une publication administrative distincte du HCR.

Privilèges et immunités

61. Les procédures relatives à l'exercice des droits des personnes concernées, aux plaintes et aux demandes de réparation visées à la partie 2, point iv), sont sans préjudice et sous réserve des privilèges et immunités du HCR.



HCR/Samuel Otieno

Partie 3. Limitations et dérogations

Limites

62. Le HCR peut établir des limitations d'application générale aux droits des personnes concernées énumérés dans la partie 2(ii) ou aux obligations énoncées dans les normes du HCR en matière de protection des données et de la vie privée pour un ou plusieurs des objectifs suivants :

- (a) préserver la sécurité du HCR, de son personnel, d'autres personnes ou groupes de personnes ;
- (b) les procédures d'enquête et les procédures disciplinaires ;
- (c) les besoins et priorités opérationnels primordiaux du HCR dans l'exercice de son mandat et de ses fonctions ;
- (d) les libertés et droits fondamentaux prépondérants de personnes ou de groupes autres que la ou les personne(s) concernée(s).

63. La limitation doit :

- (a) être délivré par un membre de l'équipe de direction du HCR ou par le Responsable du traitement concerné ;
- (b) être notifiées au Chef DPD. Il est fortement recommandé de consulter au préalable le Spécialiste en chef des questions relatives à la protection des données

et à la vie privée afin de garantir le respect de cette Politique ;

(c) être documentée (par exemple, dans un instrument de mise en œuvre visé au paragraphe 16) ;

(d) être nécessaire et proportionnée par rapport à l'objectif poursuivi par cette limitation, en tenant compte de la nature des données personnelles traitées et de la catégorie de personnes concernées ; et,

(e) n'est pas incompatible avec la Charte des Nations unies, le Statut du HCR, une résolution adoptée par l'Assemblée générale ou par un autre organe des Nations unies applicable au HCR ou avec le statut et le règlement du personnel ou le règlement financier et règle de gestion financière ou tout autre texte administratif adopté par le HCR.

Dérogations

64. Le Haut Commissaire peut autoriser des mesures temporaires relatives au traitement des données personnelles en vertu de cette Politique lorsque cela est nécessaire et approprié dans une situation d'urgence déclarée ou dans des situations similaires susceptibles d'interrompre l'exécution du mandat et des fonctions du HCR, pour la délivrance effective de protection et d'assistance et la recherche de solutions pour les personnes relevant de la compétence du HCR ou pour l'exécution effective des activités du HCR. Dans la mesure du possible, ces mesures seront prises en consultation avec le Chef DPD.

Partie 4. Rôles, responsabilités et autorités

(i) Généralités

65. L'annexe 2 définit les rôles, les responsabilités et l'autorité du personnel du HCR dans le cadre de la mise en œuvre de cette Politique.

(ii) Responsables du traitement des données personnelles

66. Les Responsables du traitement sont chargés du respect de cette Politique en ce qui concerne le traitement des catégories particulières de données personnelles pour lesquelles ils ont un pouvoir de décision. Le traitement des données personnelles et le Responsable du traitement peuvent se situer au niveau des opérations de pays, des bureaux régionaux, du siège ou au niveau mondial. Leurs responsabilités sont les mêmes quel que soit le niveau, et comprennent :

- (a) la mise en œuvre de procédures et de pratiques visant à garantir et à démontrer le respect des principes du HCR en matière de protection des données et de la vie privée ;
- (b) l'établissement et la tenue d'un inventaire des données personnelles faisant l'objet d'un traitement dans leur domaine de responsabilité ;
- (c) la coordination et la consultation avec le Chef DPD, le cas échéant, et l'assistance dans l'exercice des fonctions du Spécialiste en chef des questions relatives à la protection des données et à la vie privée.

67. Les Responsables du traitement sont déterminés comme suit :

- (a) Le Haut Commissaire peut désigner des membres du personnel du HCR en tant que Responsables du traitement ayant un pouvoir de décision sur le traitement des données personnelles (y compris pour une catégorie particulière de personnes concernées). Dans des circonstances appropriées, le Haut Commissaire peut désigner deux ou plusieurs membres du personnel pour agir conjointement en tant que Responsable du traitement.
- (b) Lorsqu'aucun responsable du traitement n'a été désigné par le Haut Commissaire, le Responsable du traitement est généralement le membre du personnel le plus haut placé qui a le pouvoir de décision sur les opérations de traitement des données personnelles. Lorsqu'il y a deux membres du personnel de haut niveau ou plus, ils sont conjointement responsables du traitement des données personnelles.
- (c) Dans le cas de responsables conjoints, des rôles et des responsabilités clairs doivent être établis pour

chacun en ce qui concerne les exigences et les obligations énoncées dans cette Politique.

(d) La désignation d'un responsable du traitement vise à permettre un respect efficace et effectif des normes du HCR en matière de protection des données et de la vie privée. Lorsque cela n'est pas spécifié dans les orientations officielles ou dans d'autres instruments ou pratiques, la désignation doit tenir compte des circonstances factuelles de l'autorité décisionnaire en matière de traitement des données personnelles, en particulier pour éviter des charges excessives dans les opérations et entités de pays de plus petite taille.

68. Un responsable du traitement des données à caractère personnel peut désigner des personnes référentes pour la protection des données. Lorsque le responsable du traitement est à la tête d'une entité pour laquelle le traitement des données personnelles est une activité substantielle ou critique, des personnes référentes pour la protection des données devraient être désignés.

(iii) Le Spécialiste en chef des questions relatives à la protection des données et à la vie privée (Chef DPD)

69. Le Chef DPD est habilité à fournir un soutien et des conseils d'expert indépendants et impartiaux sur l'application de cette Politique. Il est responsable des fonctions de suivi et de contrôle à l'échelle mondiale afin d'aider le HCR à se conformer à cette Politique et aux autres politiques et instructions administratives relatives au cadre de protection des données et de la vie privée du HCR, y compris par le biais d'une collaboration avec les responsables du traitement et les Directeurs des bureaux régionaux.

70. Le Chef DPD participe à la désignation ou à la détermination des responsables du traitement et remplit d'autres rôles et fonctions qui peuvent lui être confiés par le Haut Commissaire, ce qui suppose qu'il agisse de manière indépendante et impartiale.

71. Il y aura un seul Chef DPD pour tout le HCR, qui sera soutenu, le cas échéant, par un bureau de protection des données.

(iv) Comité d'examen de la protection des données personnelles

72. Le Comité d'examen de la protection des données personnelles est habilité à examiner de manière indépendante et impartiale les demandes de réparation formulées par les personnes concernées et à émettre des recommandations (y compris en ce qui concerne les réparations) pour décision finale par le Haut Commissaire.

73. Les membres du Comité sont nommés par le Haut Commissaire et comprennent au moins un membre extérieur au HCR. Les membres doivent avoir des compétences spécialisées dans le domaine de la protection des données et de la vie privée et doivent faire preuve d'un jugement indépendant et impartial. Ni le Chef DPD ni aucun membre du bureau de

protection des données ne peut être membre du Comité.

74. Le Haut Commissaire peut confier au Comité d'examen d'autres rôles et responsabilités en matière de protection des données personnelles, qui doivent être assumés de manière indépendante et impartiale.

Partie 5. Entrée en vigueur

(i) Pour les personnes relevant de la compétence du HCR

75. En ce qui concerne les données personnelles des personnes relevant de la compétence du HCR, cette Politique prendra effet à la date de son entrée en vigueur, sous réserve de ce qui suit :

- (a) la [Politique relative à la protection des données à caractère personnel des personnes relevant de la compétence du HCR](#) sera considérée comme un instrument de mise en œuvre au sens du paragraphe 16 ;
- (b) les responsables actuels du traitement des données désignés dans le cadre de la [Politique relative à la protection des données à caractère personnel des personnes relevant de la compétence du HCR](#) en ce qui concerne les données personnelles des personnes relevant de la compétence du HCR seront considérés comme des responsables du traitement aux fins de cette Politique ;
- (c) le Délégué à la protection des données en poste dans le cadre de la [Politique relative à la protection des données à caractère personnel des personnes relevant du HCR](#) fera office de Chef DPD en ce qui concerne les données personnelles des personnes relevant du

HCR jusqu'à ce que la fonction de Chef DPD soit établie dans le cadre de cette Politique ; et

(d) les dispositions de cette Politique concernant le Comité d'examen de la protection des données et la procédure de recours prévue aux paragraphes 54 à 60 prendront effet, en ce qui concerne les données personnelles des personnes relevant de la compétence du HCR, au plus tard 12 mois après la date d'entrée en vigueur de cette Politique.

76. L'annexe 1 de cette Politique contient des activités de transition pour permettre la coordination entre les normes de protection des données et de la vie privée du HCR dans le cadre de cette Politique et la [Politique relative à la protection des données personnelles des personnes relevant de la compétence du HCR](#).

(ii) Pour les personnes concernées autres que les personnes relevant de la compétence du HCR

77. En ce qui concerne les données personnelles des personnes concernées autres que les personnes relevant de la compétence du HCR, cette Politique prendra effet trois ans après sa date d'entrée en vigueur. Toutefois, le Haut Commissaire peut décider que cette Politique prenne effet avant la fin de cette période de trois ans en ce qui concerne certaines catégories de personnes concernées.

Partie 6. Dispositions finales

(i) Délégation du Haut Commissaire

78. Le Haut Commissaire peut déléguer n'importe laquelle des responsabilités qui lui sont attribuées en vertu de cette Politique.

(ii) Diffusion publique des décisions

79. Les informations relatives aux décisions du Haut Commissaire ou de son délégué concernant l'application et l'interprétation des normes de protection des données et de la vie privée énoncées dans cette Politique sont mises à disposition sous une forme adaptée à la publication.

(iii) Privilèges et immunités

80. Cette Politique est sans préjudice des privilèges et immunités du HCR en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946.

(iv) Suivi et conformité

81. Le respect de cette Politique sera contrôlé sous la direction et la supervision générales du Chef DPD, avec le soutien des bureaux régionaux pour ce qui concerne leurs pays respectifs.

82. Les responsables du traitement des données personnelles désignés au niveau des pays, des régions, du siège et au niveau mondial sont responsables du respect de cette Politique en ce qui concerne les opérations de traitement relevant de leur autorité et en rendent compte au Chef DPD sur une base annuelle. À cette fin, les instruments de mise en œuvre visés au paragraphe 16 peuvent établir des cadres de contrôle.



HCR/Maciej Moskwa

(laissé en blanc intentionnellement)

